

Vers une alliance de progrès contre la domination du capital et une autre conception de la politique *

Frédéric Boccara

1. Conclusion
de l'ouvrage
*Les retraites :
un bras de fer
avec le capital.*

La bataille pour les retraites est inséparable de la construction d'un projet alternatif pour une réforme de progrès de notre système de retraite. C'est un enjeu de civilisation.

C'est un combat de classe sur l'orientation des richesses créées, entre les prélèvements financiers du capital et les prélèvements publics et sociaux.

La bataille concerne, d'une part, l'utilisation des prélèvements publics et sociaux, le sens qu'on leur fait viser. Soit comme béquilles et compensations d'une vie fatalement difficile ou vague supplément d'âme. Soit pour le développement d'une vie digne, pour une sécurisation de tous les moments de la vie et une émancipation progressive des contingences matérielles.

Elle concerne, d'autre part, les besoins du capital, les besoins de prélèvements pour les profits, multipliés à la fois par l'accumulation financière sans précédent, et par la crise d'efficacité productive ainsi que la perspective d'un possible nouvel effondrement financier. Ce combat, le capital le mène sur le montant des richesses réparties, mais aussi sur l'intensité de l'exploitation. La réforme Macron est en effet conçue pour exciter la course-poursuite à accumuler un maximum de points, à développer la concurrence de tous contre tous.

Notre système de retraite est malade du chômage et de la précarité, de la mondialisation libérale, de la financiarisation. Il faut répondre à ces maladies ; à l'opposé du *statu quo*, cela exige une réforme de progrès social.

Malade du chômage et de la précarité qui étioient la base salaire du financement des retraites, mais aussi la base productive, car l'emploi de qualité est base de développement des richesses. C'est un monumental gâchis de capacités humaines créatives qui ne contribuent pas au développement de la société, de ses potentiels et de ses richesses réelles. D'où l'impérieuse nécessité de faire le lien avec l'emploi et le type de croissance.

Malade du type de mondialisation : le déchaînement des forces de la concurrence internationale met en concurrence jusqu'aux systèmes de protection sociale. Ceci tend à imposer une diminution de toutes les cotisations sociales pour baisser le « coût salarial ». Cela incite à des délocalisations vers les pays à protection sociale moins coûteuse pour le capital, et ce faisant cela diminue la base productive en France génératrice de richesses distribuables. Il nous faut tenir compte de ce rapport de forces international avec le capital financier.

Malade de la financiarisation : ce véritable cancer financier écrase de son poids la répartition de la valeur ajoutée grâce aux pouvoirs en sa faveur et contourne le système actuel de cotisations. Mais le cancer financier mine aussi la base productive elle-même, pesant contre les dépenses de développement de la production : investissement, recherche et développement, formation, services publics. D'où nos propositions de taxation des revenus financiers des entreprises ainsi que de modulation des taux de cotisations patronales.

Il nous faut répondre aux trois défis démographiques et sociétaux qui sollicitent l'avenir du système de retraites : l'augmentation de la part des plus de 60 ans, l'allongement de la durée de vie, l'aspiration à un autre mode de vie.

L'augmentation de la part des plus de 60 ans constitue un défi sur la répartition des richesses (la part du « gâteau ») mais aussi sur le besoin de les accroître (un gâteau plus grand) et de les produire autrement (changer la recette du gâteau).

L'allongement de la durée de vie contribue à créer un troisième âge, et même un quatrième âge, comme un défi de civilisation posé collectivement à notre société. Il s'agit notamment du défi d'un nouveau service public de la retraite, un service public des trois

Enfin, l'aspiration à un autre mode de vie épanoui pose des questions culturelles et sociétales fondamentales, aussi bien sur le rôle des retraités dans la société que sur la conception de la retraite.

sième et quatrième âges. Il ne s'agit pas, cependant, de le confondre avec l'enjeu de la perte d'autonomie et de l'appui à l'autonomie physique et physiologique – qui concerne tous les âges – et qui tout en ayant une « spécificité personnes âgées », constitue aussi un enjeu d'élargissement de la branche maladie. Aussi faut-il sortir du parasitage confusionniste entre « retraite » et « dépendance » entretenu par Emmanuel Macron.

Enfin, l'aspiration à un autre mode de vie épanoui pose des questions culturelles et sociétales fondamentales, aussi bien sur le rôle des retraités dans la société que sur la conception de la retraite. Celle-ci ne devrait pas être conçue comme un couperet, mais sur une conception ambitieuse et créative d'un service public des 3^e et 4^e âges. Dans le même temps, cela pose des questions de niveau des pensions, de niveau de revenu des retraités et de « dé-marchandisation » de la retraite. Pour répondre à ces trois défis qui vont solliciter de plus en plus fortement le système de retraite, il s'agirait de le développer et de le transformer à partir de ses points forts, de ses conquêtes historiques, pour un « nouvel âge » du système de retraites.

Il nous faut porter l'exigence d'une réforme progressiste du système, pour mieux s'opposer au projet de réforme Macron. Et cela en visant une retraite émancipatrice et développant l'apport des retraités à la société.

Cela exige de répondre aux défis démographiques et sociétaux, de s'attaquer aux maladies qui rongent le système actuel des retraites. Il nous faut porter des orientations fortes pour un nouvel âge du système de retraites : aussi bien son financement, que son organisation institutionnelle (unification par le haut, démocratisation), ou son but. Il s'agirait de mettre en son cœur le développement des points forts actuels du système : retraite par répartition à prestations garanties, solidarité entre actifs et inactifs, caractère redistributif des pensions et niveau moyen relativement élevé (en France, en moyenne, les retraités avaient un niveau de vie comparable à celui des actifs). Il convient aussi de s'appuyer sur le lien du financement à l'emploi et à la base salaires, ainsi qu'à l'entreprise, lieu de production des richesses. Enfin, il faut promouvoir le caractère non-marchand du système de retraite et son appui sur les services publics.

Surtout, nous voulons une nouvelle civilisation. Une civilisation où la retraite est un nouveau moment positif dans la vie – alors qu'à l'opposé l'âge de départ

effectif se rapproche dangereusement de l'espérance de vie en bonne santé. Mais aussi une société où les retraités sont un apport à la société, au développement des activités, où ils jouent un rôle moteur.

L'avidité démultipliée du capital conjuguée à la crise d'efficacité et aux défis sociétaux comme démographiques rend de moins en moins possible la conciliation entre exigences du capital et exigences d'émancipation. Cela nous appelle fondamentalement à sortir des conservatismes en ayant l'audace d'une réforme ambitieuse et de progrès social.

Nécessité contradictoire d'union, de débat et de cohérence dans les propositions

Un front d'action des forces populaires et progressistes est en construction pour faire gagner une alternative progressiste. Il faut pousser les convergences pour une réforme, tout en menant le débat, en dialoguant. Car il faut qu'elle soit cohérente et au niveau des défis actuels.

Nous avons ainsi lancé très tôt, avant même l'appel des forces de gauche, un appel avec des axes de propositions alternatives pour faire gagner cette grande bataille nationale pour nos retraites, signé par des personnalités syndicales, associatives et intellectuelles diverses et importantes. Il a aussi été signé par un certain nombre de responsables politiques, dont nous-mêmes, dans l'exigence d'une nouvelle relation entre ces forces et les partis politiques, cherchant à tourner la page du cloisonnement exagéré qui a marqué les suites de 1995, mais sans retomber dans certaines errances du passé. Nous avons la faiblesse de penser que, en complément du poids considérable de la mobilisation populaire, cet appel a contribué à commencer à faire bouger les lignes à gauche, au moins en principe et dans certains actes d'opposition.

Rappelons que l'appel met en son cœur la question du financement, avec deux axes majeurs : une cotisation nouvelle sur les revenus financiers ; la modulation du taux de cotisation comme levier sur la politique d'emploi et de salaires des entreprises, tout en affirmant le besoin d'en finir avec les exonérations. Il relie cet ensemble à trois autres axes : les services publics, du troisième âge ou de l'emploi (y compris de nouveaux dispositifs de sécurisation) ; la démocratie du système de retraites ; l'unification du système vers le haut.

Deux bougés : les revenus financiers des entreprises, l'idée d'une modulation

Ainsi, l'idée d'un élargissement de la base des cotisations aux revenus financiers des entreprises, et pas seulement des ménages, commence à être largement reprise, y compris dans des propositions parlementaires de la gauche.

Mais la proposition « négative » et dissuasive de cotisation sur les revenus financiers a sa cohérence surtout si elle va de pair avec la proposition « positive » et incitative de modulation des taux de cotisations. Car elle permet de proposer un chemin de progrès aux entreprises pour les emmener vers une autre logique. Ceci, contrairement aux limites, par exemple, de la

gauche de 1981-1982, ou d'une certaine vulgate keynésienne. On ne peut en effet se contenter de limiter la logique existante, ou d'une simple politique de la demande. Il faut agir sur l'offre, sur les coûts, selon une autre logique. Donc entrer dans une autre relation avec les entreprises, relever le défi dit «de la compétitivité» et de leurs critères de gestion, le défi du type d'incitations s'exerçant sur elles. C'est par exemple le débat sur le coût du capital *versus* le «coût du travail».

Or de ce point de vue, on observe une chose très nouvelle, un potentiel en germe mais à cultiver. L'idée de modulation des taux de cotisations qui, après être revenue au cœur des propositions du PCF (après sa première formulation par Paul Boccard dès 1978) et développée dans l'appel que nous avons lancé, est à présent reprise dans différents projets alternatifs : notamment celui du PS ou celui d'Attac et de Copernic conjugués. C'est une avancée très importante. Mais, pour lors, elle n'est pas claire et y est trop limitée pour avoir un effet. Elle peut n'être qu'un pansement. Ce manque de clarté et de cohérence peut ouvrir la voie au rabougrissement de la modulation et donc à son échec si la clarté n'est pas faite.

En effet, il s'agit pour l'instant, dans ces projets, d'une modulation portant uniquement sur la pénibilité (PS) ou portant sur des éléments partiels et contournables, comme certains types de contrats (Attac et Copernic). Cela viderait de sa portée effective cette proposition. Elle deviendrait une mesurette, vidée aussi de son efficacité et de son rendement. Pour être efficace, elle doit être claire et porter sur l'ensemble de l'emploi et des dépenses salariales comme de formation. Il s'agit d'une grande question de fond politique : commencer à inverser tout le système d'incitation à la baisse du coût du travail ! Pour cela, il faut faire monter la compréhension de la cohérence et son appropriation populaire. D'autant que l'appel que nous avons lancé affirme beaucoup plus clairement la modulation et son sens. Cela montre que cette idée de modulation est soutenue par un large éventail de forces sociales, syndicales, intellectuelles et associatives.

Il faut donc poursuivre le débat. Engager de façon unitaire le débat pour dépasser les contradictions, ou les différences. Et non pas «mettre de côté nos différences»... si elles sont importantes ! Agir pour veiller à ce qu'il ne soit pas un débat uniquement de sommet. Tout en travaillant dans un esprit d'unité, sans chercher à cliver mais plutôt à éclairer les raisons et les enjeux. Et surtout, ne pas camper de façon statique sur l'accord obtenu, comme parfois dans le passé avec le programme commun de gouvernement de la gauche des années 1970. L'important, c'est la dynamique, faire bouger les choses en permanence par l'appropriation populaire des enjeux. Et voir ce qui peut avancer par des luttes, partiellement mais clairement : par exemple une modulation générale certes, mais ne pourrait-on pas commencer par certaines branches ou secteurs ?

Il ne s'agit donc pas ici d'une quelconque position gauchiste de «tout ou rien»... donc rien ! Il s'agit plutôt de tenir la cohérence essentielle, et sa dynamique. Ne pas seulement se satisfaire d'aller dans le bon sens, mais voir si c'est à la hauteur et si cela

fait le poids. Pousser la cohérence. Et ceci, jusqu'à la poursuite d'un débat et d'une dynamique au sein des institutions, voire d'un possible gouvernement de gauche.

Car il faut mesurer l'ampleur des forces qu'on affronte et des dynamiques inverses. On l'a bien vu à plusieurs reprises, par exemple dès le tournant de 1982-1983. On l'a vu aussi lors de la mise en œuvre des 35 heures, sous la gauche plurielle, où ceux qui auraient dû le faire (dont le PCF) n'ont pour beaucoup pas osé dénoncer explicitement que cet objectif social de baisse du temps de travail devait être atteint avec des moyens anti-sociaux, la baisse des cotisations sociales (justement !). Et ceci, non pas dans l'esprit de refuser une mesure mais pour éclairer l'ampleur du combat à mener, à poursuivre et des contradictions à lever. Seuls quelques-uns l'avaient fait, dont nous.

Ainsi, il faut en permanence marcher sur ses deux jambes : rassemblement et autonomie – de parole comme d'action – pour un projet à la hauteur des exigences sociales et des contraintes objectives, comme des récupérations du système et de l'idéologie dominante. Non pas pour bloquer, mais pour avancer. En ce sens, une intervention politique visant une transformation sociale de portée révolutionnaire pour dépasser le capitalisme – car telle est la question posée aujourd'hui – devrait concevoir la politique, et un parti politique, comme construisant un pont entre le mouvement social, populaire et les institutions. Ni pur tribunicien, ni enfermé dans les institutions, qui doivent d'ailleurs changer. Ni simple facilitateur, ni blanchisseur d'autres forces politiques. Ni museleur du mouvement social populaire au nom d'un compromis nécessaire mais, alors, fétichisé.

Mais éclairer et co-animateur des enjeux et des luttes, renforçant à la fois la vigueur du mouvement populaire, qu'il peut et doit contribuer à organiser et former, avec un travail patient et rigoureux d'éducation populaire, et renforçant la portée du mouvement par la traduction de ses exigences dans l'élaboration de mesures précises, hardies et cohérentes et dans la façon de les faire vivre.

Bref, il s'agit de renouer avec des pratiques comme celles impulsées à la Libération, sur fond d'un puissant mouvement populaire et mondial, pour la création des comités d'entreprises, des nationalisations, ou de la Sécurité sociale, de mise en œuvre de solutions hardies, amenant des compromis à la hauteur des exigences posées par la vie elle-même. Et ceci, de nos jours, dans un monde nouveau où banques, finance, et révolution technologique informationnelle posent des défis objectivement révolutionnaires.

Une grande alliance de progrès contre la domination du capital ?

Au fond, dans la bataille des retraites se manifeste une solidarisation profonde de toute la société que les marquis de la techno-finance, qui ont progressivement pris le pouvoir, ont totalement sous-estimée. Cette solidarisation a été un grand progrès de civilisation. À travers les vicissitudes actuelles, il en faudra un autre, à la fois social et écologique. Le système de retraites, son financement et sa relation aux entreprises et au travail sera au cœur de ce pro-

grès, au risque d'un effondrement barbare terrible. C'est au cœur de la nuit qu'à partir des luttes et de la critique, il nous faut en élaborer le dessin pour le véritable monde de demain.

Ambition folle? Pas plus folle que celle des femmes et des hommes qui dans les années 1940, au cœur de la domination de presque toute l'Europe par la barbarie nazie, se réunissaient pour lancer l'élaboration de ce qui deviendra le programme du CNR (Conseil national de la Résistance), le programme *Les jours heureux*. Ils se réunissaient, fous et lucides à la fois, non pas pour simplement envisager le « retrait » de l'envahisseur mais pour travailler sur les bases d'une

société nouvelle. Aujourd'hui, l'envahisseur c'est le grand capital financier, sa logique, ses pouvoirs, sa culture et le néolibéralisme. Il s'agit, croyons-nous, de construire une grande alliance de progrès, une solidarisation la plus transversale possible, contre le capital financier et sa domination, pour impulser une autre logique de civilisation, de partage pour chacune et chacun, de préservation et de développement des biens communs pour toute l'humanité, où le développement de chacune et chacun commencera à être un but de la société en soi et la condition du développement de toutes et tous. ■■■

Actualité d'Ambroise Croizat

Bernard Lamirand

Les macronistes, ça ose tout, même se réclamer d'Ambroise Croizat pour justifier la destruction de notre système de retraites. Bernard Lamirand, animateur du Comité d'honneur National Ambroise Croizat, met les choses au point.

Ambroise Croizat fut un innovateur en matière sociale.

Nous sommes en ce moment avec des hommes et des femmes installées au pouvoir dont on peut sérieusement douter qu'ils soient des novateurs en matière de Sécurité sociale. La plupart d'entre eux viennent du monde des affaires, des banques et des assurances. Nous pourrions plutôt dire qu'ils nous ramènent en arrière, au siècle dernier, à une sorte de néoconservatisme en matière de protection sociale.

Le président de la République s'entête à mettre en place un système individuel qui est tout le contraire d'un système universel avec une retraite à points attribuée uniquement en fonction du temps de travail alloué et donc une sanction pour ceux et celles qui ne trouveront que des emplois de plus en plus précaires jusqu'aux formes atypiques et autonomes sans couverture sociale.

Ambroise Croizat faisait partie de la classe ouvrière, il savait les conditions de celle-ci; des conditions déplorables tant au niveau des salaires pratiqués que des conditions de travail; cela l'avait profondément marqué en tant que syndicaliste et secrétaire général de la puissante Fédération CGT de la métallurgie. Il avait connu la misère, vu l'usure des enfants au



travail, vu des hommes et femmes dans les pires conditions de travail de l'époque, vu la santé se dégradant dès la quarantaine et il était décidé à ce que les choses changent.

Le Front populaire et les occupations d'usines vont puissamment y contribuer. Il est un des acteurs